

## Questions orales

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU SORT ÉCONOMIQUE DES CANADIENS ÂGÉS DE 65 ANS RÉVOLUS

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, puis-je poser une question au premier ministre? Maintenant que le ministre des Finances a pris des dispositions pour améliorer le sort de 40 p. 100 des Canadiens de 65 ans et plus qui ont un autre revenu, quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour améliorer de façon significative le sort économique de 50 à 60 p. 100 des Canadiens qui n'ont pour seul revenu que la pension de la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti et qui ne paient déjà pas d'impôt sur le revenu?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le député sait probablement que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social...

**M. Hees:** ... est encore en voyage.

**M. Trudeau:** Cela montre à quel point l'opposition est mal renseignée. Le ministre rencontre les ministres du Bien-être social des provinces aujourd'hui pour discuter d'un document officiel sur le bien-être social au Canada publié il y a un an et demi, je pense.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit plus d'une fois qu'il fallait de temps à autre ajuster le taux de base de la pension de sécurité de la vieillesse; aussi, j'aimerais lui demander si on compte l'augmenter au cours de cette session.

**M. Trudeau:** Non, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

[Français]

## L'AGRICULTURE

LES MESURES VISANT À RENDRE PLUS RENTABLE LA PRODUCTION DES DENRÉES ALIMENTAIRES

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Peut-il dire à la Chambre si, conformément aux déclarations faites dernièrement à Rome par le représentant du gouvernement canadien, son ministère verra à rendre l'agriculture canadienne rentable, afin de promouvoir la production des denrées alimentaires et combattre ainsi plus efficacement la faim dans le monde? Selon ces déclarations, quand le ministre annoncera-t-il ces nouvelles mesures à long terme et rendra, de fait, l'agriculture rentable au Canada?

[M. Gillespie.]

● (1440)

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, le député sait, j'en suis sûr, que l'agriculture est rentable presque partout au Canada de nos jours, plus, en tout cas, qu'elle ne l'a été durant longtemps.

**Une voix:** Et les producteurs de bovins?

**M. Whelan:** Certains secteurs agricoles ressentent peut-être actuellement les effets d'un problème à court terme, mais le gouvernement a bien l'intention d'assurer la stabilisation de l'agriculture. Nous l'avons promis et nous tiendrons parole.

\* \* \*

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE DES SALAIRES ET LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

**M. James Gillies (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans son exposé budgétaire d'hier soir, le ministre a insisté sur la nécessité de restrictions pour combattre l'inflation; ne croit-il dont pas que les divers secteurs de l'économie canadienne devraient tenir compte de l'augmentation de 15.6 p. 100 dans leurs négociations et autres choses semblables?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, chaque secteur de l'économie devra tenir compte de sa situation. Le sens du budget au fond, c'est qu'à tout prendre, les ressources de l'économie sont limitées et l'accord unanime qui s'est fait devra en tenir compte. Le député admettra que l'accroissement des dépenses prévues pour la prochaine année fiscale dépasse tout juste l'augmentation normale du produit national brut.

**M. Gillies:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Le ministre parle d'un accord unanime entre les divers secteurs de l'économie sur la façon de remédier au problème, mais vu le grand nombre de négociations collectives sur le point de commencer, le gouvernement croit, je suppose, que la majoration de 15.6 p. 100 des salaires accordée au cours de ces négociations ouvrières réussira à combattre l'inflation?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Nullement, monsieur l'Orateur. Le monde des affaires devrait tenir compte, dans l'établissement des prix, des nouvelles entrées de fonds prévues dans le budget d'hier soir, de même tous les travailleurs, hommes et femmes, devront eux aussi tenir compte, il me semble, des fonds supplémentaires qui leur reviendront sous forme de revenu disponible au cours de la prochaine année financière. Dans ce cas, il ne sera pas nécessaire que les augmentations approchent seulement le chiffre mentionné par le député.